



## **SOLIDAIRES AUX Finances**

SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRÉSOR - SUI - SUD INSEE  
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC - SUD CNP - SNABF-Solidaires  
93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS  
solidairesfinances@solidairesfinances.fr - <http://www.solidairesfinances.fr>

Paris le 19 décembre 2008

### **COMMUNIQUE**

Depuis plusieurs mois, le gouvernement multiplie les attaques à l'encontre des missions de services publics, des moyens notamment en emplois et des droits des fonctionnaires. Qu'il s'agisse de la révision générale des politiques publiques (RGPP), du dogme budgétaire de suppression d'un poste sur deux départs à la retraite, du projet de loi dit de « mobilité » ou du livre blanc de M. Silicani visant à remettre en cause le statut de la Fonction Publique, toutes les initiatives du gouvernement convergent pour affaiblir l'Etat et réduire la place et le rôle des services publics.

La fédération Solidaires aux Finances dénonce cette vision politique que le premier ministre a ainsi résumé par la formule « moins d'Etat, moins de fonctionnaires ». L'obstination du gouvernement est d'autant plus choquante qu'elle est en contradiction avec les besoins de cohésion et de solidarité nationales qui augmentent avec la crise économique et sociale.

Dans les administrations et les établissements dépendants des 2 ministères de Bercy, le dialogue social est en panne et les motifs de mécontentements se multiplient.

Ainsi, à l'INSEE et dans la sphère de la statistique publique (SESSI y compris), les agents se mobilisent avec leurs organisations syndicales pour obtenir le retrait du plan de délocalisation.

A la DGFIP (ex DGI et DGCP) la volonté de l'administration de passer en force la mise en place des SIP a provoqué la réaction unitaire des organisations syndicales qui exigent le desserrement du calendrier et un débat contradictoire sur le bilan des préfigurations. Dans tous les secteurs, le mépris des responsables ministériels et administratifs pour les revendications sur l'avenir des missions, la défense des emplois et l'amélioration des conditions de vie au travail, des rémunérations et des règles de gestion accentuent la colère des agents.

A la CCRF, le revirement du gouvernement conduirait à renier les engagements et les projets défendus ces dernières semaines par l'administration pour démanteler cette administration nationale de protection du consommateur en la plaçant sous l'autorité des préfets.

C'est pourquoi la fédération Solidaires aux Finances a décidé de ne pas participer au CTPM ministériel du 19 décembre et appelle avec ses syndicats à organiser, dans l'unité la plus large, la mobilisation des agents de chaque administration dépendant de Bercy.